Destinataire : Monsieur le Gouverneur de la

Région de Fatick

Sénégal

Expéditrice : Madame Ndèye Khady BA

Présidente du « Mouvement Trois A, Are Allalou Askane-wi »

Ex candidate à la candidature aux élections présidentielles de 2019

Téléphone : 78 527 85 05

Site internet : [www.baunblogfr.unblog.fr](http://www.baunblogfr.unblog.fr) Compte twitter : @khadyja613

Date : Vendredi le 04 septembre 2020

Objet : Venir présenter mes civilités à l’autorité administrative de la région, dans le cadre de ma tournée nationale de massification et de sensibilisation sur la nécessité impérative de restaurer la légalité constitutionnelle au Sénégal : simple visite de courtoise aux autorités administratives i. e. Préfet et Gouverneur de chaque région.

Monsieur le Gouverneur

J’ai l’honneur d’adresser cette présente à votre haute autorité, en ma qualité de Présidente du « Mouvement Trois A, Are Allalou Askane-wi » : en tournée de nationale de massification et de sensibilisation sur la nécessité impérative de restaurer la légalité constitutionnelle au Sénégal, j’ai tenu à venir vous faire une visite de courtoisie et vous présenter mes civilités.

Actuellement avec la pandémie du covid 19, comme tout rassemblement nous est interdit, nous évitons de donner des conférences de presse publique : tout ce que nous pouvons faire c'est de mener une tournée de sensibilisation pour informer les Sénégalais de la nécessité impérative de restaurer la légalité constitutionnelle suite à la violation de la loi sur le parrainage par achat de signature de parrainage perpétré en 2018 par le candidat Macky Sall.

Vu que l'achat de signature de parrainage est défini par la loi comme un crime de corruption perpétré en 2018, c'est à dire avant le dépôt des dossiers de candidature aux présidentielles de 2019, juridiquement le casier judiciaire de Macky Sall doit mentionner ce crime commis en 2018 et lui interdit définitivement (donc depuis 2018) de briguer la magistrature suprême.

👉 C'est pourquoi la participation de Macky Sall aux présidentielles de 2019 est une violation de la constitution et cela explique pourquoi Macky Sall est un Président illégitime.

👉 Et en tant que légaliste, en tant que musulmane (l'islam interdit la corruption) ma responsabilité est de travailler à la restauration de la légalité constitutionnelle au Sénégal avec le départ du président illégitime Macky sall de la tête de l'exécutif sénégalais ; et ceci avec une transition de douze mois pour réparer toutes les destructions que Macky Sall a fait subir à nos institutions cf le Conseil Constitutionnel qui a osé valider ses signatures de parrainage obtenues par le crime de corruption et révélé précisément par d'éminents membres de l'APR i.e. maître Djibril War qui a souligné que Macky Sall avait remis de l'argent au ministre Coumba Ndoffène Diouf pour acheter les signatures de parrainage des Sénégalais entre 3.500f et 5.000f ; i.e. Mame Boye Diao qui a appelé les autorités judiciaires du Sénégal à sanctionner le candidat responsable de cette honteuse violation de la constitution.

Concernant le processus de parrainage irrégulier de 2018 ; le « Mouvement Trois A, Are Allalou Askane-wi » a été la seule entité en compétition à la candidature aux élections présidentielles à faire son devoir citoyen de saisir la justice pour que force reste à la loi et que le candidat Macky Sall soit sanctionné pour crime de corruption par achat de signature de parrainage en 2018 :

+ C’est ainsi que nous avons saisi le Conseil Constitutionnel pour signaler que le candidat Macky Sall violait la loi sur le parrainage par achat de signatures de parrainage entre 3.500f et 5.000f : ce qui est défini par la loi comme un crime de corruption. 🡪 Mais non seulement le Conseil Constitutionnel a refusé de sanctionner le candidat fraudeur Macky Sall et de l’exclure de la liste des candidats, mais pire le Conseil Constitutionnel a osé valider les signatures de parrainage que le candidat Macky Sall avait obtenu par le crime de corruption. 🖙 **Ce qui est inacceptable !**

+ Et pour prouver notre détermination à faire respecter la loi et la Constitution du Sénégal, nous avons saisi le bureau du Procureur de la République Bassirou Guèye et avons présenté les faits cf signaler que le candidat Macky Sall violait la loi sur le parrainage par achat de signatures de parrainage entre 3.500f et 5.000f : ce qui est défini par la loi comme un crime de corruption. 🡪 Mais le Procureur Bassirou Guèye n’a pas levé le petit doigt et s’est enfermé dans un silence coupable.

+ Cela ne nous a pas découragés et nous avons saisi la Cour Suprême pour qu’elle prouve que force doit rester à la loi même si le coupable est le Président sortant Macky Sall. 🡪 Mais nous avons eu la surprise de constater que le Président de la Cour Suprême lui aussi, refusait de faire son travail de sanctionner Macky Sall pour violation de la loi sur le parrainage par achat de signatures de parrainage : ce qui est défini par la loi comme un crime de corruption !

**Alors comme ces actes hors la loi perpétrée par Macky Sall devaient être sanctionnés, mais que nos autorités judiciaires refusaient de faire le travail pour lequel elles étaient payées c’est-à-dire de faire respecter la loi dans le pays en sanctionnant ceux qui les violent**, **nous avons ainsi découvert que nous avions devant nous un véritable lobby politico-judiciaire tissé par Macky Sall, pour tricher aux élections et continuer à rester au pouvoir !**

Mais malheureusement pour Macky Sall, notre obligation en tant que musulmane est de combattre jusqu’à sa défaite quiconque viole les lois de notre pays : c’est pourquoi nous le « Mouvement Trois A, Are Allalou Askane-wi » nous avons donné une conférence de presse le 04 juillet 2019 (visible dans [www.baunblogfr.unblog.fr](http://www.baunblogfr.unblog.fr) et dans https://youtu.be/9CRch\_0AvLk ) pour en informer le peuple sénégalais et dénoncer les violations de la Constitution par Macky Sall avec la complicité du Conseil Constitutionnel, du Procureur de la République Bassirou Guèye et de la Cour Suprême qui refusent de le sanctionner ; c’est pourquoi nous le « Mouvement Trois A, Are Allalou Askane-wi » nous avons saisi l’Organisation des Nations Unies (étant donné que Macky Sall a rendu amorphes nos institutions judiciaires nationales : nous étions obligées de demander justice aux organes indépendants internationaux où Macky Sall ne pouvait intervenir pour empêcher la loi de sanctionner son crime de corruption par achat de signature de parrainage) afin que les élections frauduleuses de 2019 soient annulées et qu’une transition de douze mois soit organisée au Sénégal avant la tenue de toute nouvelle élection **: car pour avoir de nouvelles élections justes et conformes à la loi il faut réparer tous les dommages que Macky Sall a causés à nos lois, (remettre les compteurs à zéro) à nos institutions ; sinon le système de tricherie installé au Sénégal par Macky Sall avec ses complices le Président du Conseil Constitutionnel, le Procureur de la République et la Président de La Cour Suprême qui valident ses signatures de parrainage obtenues par achat i.e. par crime, ce système de tricherie politico-judiciaire permettra à Macky Sall et / ou celui qui ’il aura choisi pour lui succéder de rester à la tête du Sénégal indéfiniment** .

👉 Parce que nous ne voulons pas que le Sénégal soit un pays de non droit où le Conseil Constitutionnel valide des signatures de parrainage obtenues par achat i. par crime de corruption comme l’a fait le candidat Macky Sall en 2018.

👉 Parce que nous ne voulons pas que le Sénégal soit un pays de non droit où celui qui a commis le crime de corruption par achat de signatures de parrainage comme Macky Sall et dont le casier judiciaire doit mentionner le crime de corruption et lui interdire de briguer la magistrature suprême, ose participer aux élections présidentielles parce que ses complices nichées au Conseil Constitutionnel le lui permettent.

👉 Parce que nous ne voulons pas que le Sénégal soit un pays de non droit, où Macky Sall se permet de dire que « c’est lui qui a mis son coude sur certains dossiers judiciaires » pour protéger ceux qu’il a choisi des sanctions de la loi en empêchant ainsi les magistrats de faire leur travail d’appliquer la loi qui sanctionne tout criminel.

🡪 Il faut impérativement restaurer la légalité constitutionnelle au Sénégal avec le départ du président illégitime Macky Sall de la tête de l’exécutif sénégalais, la mise en place d’un gouvernement de transition de douze mois Présidé par Madame Ndèye Khady Ba (parce qu’étant la seule qui demandé des sanctions contre le président illégitime) qui sera assistée par un gouvernement constitué des vingt-huit préfets et Gouverneurs des quatorze régions du Sénégal : seul ce gouvernement de technocrates nous permettra de réparer tous les torts que Macky Sall a causés à nos institutions et à nos lois ; seul ce gouvernement désintéressé permettra la tenue de nouvelles élections régulières car sur des bases saines.

En comptant sur le patriotisme et le courage de nos autorités administratives pour restaurer la légalité constitutionnelle suite au crime de corruption par achat de signatures de parrainage perpétré par Macky Sall et qui fait de lui un Président illégitime, je vous prie d’accepter mes salutations cordiales.

Madame Ndèye Khady BA

Présidente du « Mouvement Trois A, Are Allalou Askane-wi »

Ex candidate à la candidature aux élections présidentielles de 2019